

*l'Anti*capitaliste

n°729 | 14 novembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**INTERDIRE LES
LICENCIEMENTS
ET LES CADEAUX
FISCAUX**



MOBILISATION

GÉNÉRALE

ZOOM

Solidarité et mobilisation populaire après la tragédie de Valence

Page 3

ARGUMENTS

Trump aux manettes, la brutalité capitaliste dans le monde

Pages 4-5

LUTTER

Stellantis, les profits explosent, les emplois s'effondrent

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Richard Grangien et William, militants CGT de Michelin

Page 8

Édito

Exigeons la pleine transparence des comptes... de l'État et des entreprises

Par **FABIENNE DOLET**

Les sondages ont parfois un mérite. Celui de rendre compte d'une réalité... que certains soupçonnent, que quelques-uns entrevoient et que d'autres ne sauraient voir. C'est le cas des résultats de l'enquête d'Ipsos réalisée du 13 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de la population française. 55% des personnes se disent mécontentes du fonctionnement de la démocratie (+ 4 points en un an). Pour 74% des personnes interrogées, le fonctionnement de la démocratie s'est détérioré en cinq ans. Autant le dire tout de suite, la volonté d'Emmanuel Macron de faire « acte de confiance dans notre peuple, dans la démocratie, dans l'esprit républicain, dans notre bon sens national », comme il l'a dit le soir de la dissolution, se solde par un échec. Les chiffres ont le mérite d'objectiver un mécontentement qui s'est vu le 7 septembre dans la rue... avec toujours pas plus de reconnaissance que pour le résultat des urnes.

Une manière pour Macron sans doute de répondre au « besoin d'expression démocratique » selon ses termes du 10 juillet ! Et comme pour confirmer que Macron est non seulement le président du déni de démocratie mais aussi celui des riches, voici que 68% des personnes interrogées estiment que l'économie fonctionne avant tout au profit des riches et des puissants, quand 57% pensent que les dirigeants français privilégient les besoins de ces catégories et ne se soucient pas beaucoup des autres.

Une majorité de Français qui ne risquent pas d'être démentis par les débats sur le budget. À qui incombe la responsabilité de la hausse de la dette ? Qui rendra des comptes ? Une majorité de Français qui comprend comment les entreprises, alors qu'elles ont reçu des milliers d'euros d'argent public, licencient sans état d'âme, comme Michelin et Vencorex (voir page 6 et 8).

Macron, président des riches et du déni de démocratie (du vote en 2024, après la rue en 2023), avec ses ministres Barnier, Attal, Borne, Le Maire... et compagnie devront rendre des comptes. Une majorité a bien compris l'insuffisance de notre système démocratique... surtout quand il est bafoué par des politiques autoritaires et capitalistes. C'est une force pour les mobilisations à venir qui devront exiger non seulement la pleine transparence des comptes de la nation mais aussi celles des comptes des entreprises ! Ici, comme à Valence, exigeons des comptes ! La vraie démocratie est dans la rue, dans les entreprises, auprès de ceux qui produisent.

Bien dit

Le gala organisé par Israël Is Forever au bénéfice d'une armée d'occupation, alors même que la Cour internationale de justice évoque le risque plausible de génocide commis par cette armée [...] serait non seulement un danger pour l'ordre public, mais aussi une insulte au droit international et à l'honneur de notre pays

COLLECTIF DE CITOYENS JUIVES ET JUIFS, « Le ministre israélien Smotrich ne doit pas être accueilli en France », blog de Mediapart, 12 novembre 2024.

À la Une

Emploi : Face à la catastrophe annoncée, mobilisation !

Encore plus prévisible que les catastrophes liées au dérèglement climatique, la vague de suppressions d'emplois prend une tournure dramatique cet automne. Masqué après le Covid et le « quoi qu'il en coûte » puis par les Jeux olympiques, le ralentissement économique a des conséquences qui s'aggravent chaque jour.

Si le chiffre de 140 000 ruptures conventionnelles ou la perte d'emplois de 30 000 patrons de PME peuvent frapper les esprits, la réalité est encore plus dramatique. Au premier trimestre 2024, le taux de chômage au sens du BIT (Bureau international du travail) atteint 7,5% soit 0,4 point au-dessus du niveau atteint au dernier trimestre 2022 et au premier trimestre 2023 (le plus bas depuis 1982). Selon la prévision de l'Insee de juillet dernier, le taux de chômage s'établirait à la fin de l'année à 7,6% de la population active. Des chiffres globaux qui ne disent évidemment rien sur la qualité de ces emplois (salaire, type de contrat, durée du travail).

Du secteur privé

Le secteur automobile est en première ligne. Confrontés à la concurrence chinoise notamment, les grands groupes européens et nord-américains ont depuis longtemps engagé restructurations, fusions, regroupements dans un vaste Monopoly censé préserver la productivité mais surtout les profits et les retours aux actionnaires. L'ensemble de la filière, toujours centrale dans l'industrie française avec ses 100 000 salariéEs, est frappé avec les sous-traitants, les équipementiers. C'est ainsi que Stellantis et Renault, après la suppression de milliers d'emplois, prévoient de nouvelles tailles dans les effectifs au regard des prévisions de ventes saturées par le prix exorbitant des véhicules électriques. Michelin et ses annonces de fermeture de deux usines illustre de la pire façon les conséquences sur l'ensemble de la filière.

Le secteur de la chimie n'est pas en reste avec la suppression programmée de 15 000 emplois sur les 200 000 que compte la filière et les 5 000 indirectes chez Solvay, Syenso, Weychem, ExxonMobil et Vencorex. De même dans l'industrie spatiale, la branche « défense et espace » d'Airbus envisage la



ON SE RETROUVE AVEC LE VIVALDI DE FRANCE TRAVAIL

suppression de 2500 emplois sur les 35 000 du secteur, et la branche de Thales liée à cette activité en prévoit 1 300. La construction, le commerce de l'habillement bas de gamme, la grande distribution avec Auchan qui annonce 2 400 suppressions de postes sur 54 000 en France, subissent les effets des baisses d'activité généralisées et de l'inflation.

Au secteur public

Le secteur public est à l'origine de 75% des créations d'emplois depuis un an. Entre mi-2023 et mi-2024, il est à l'origine de 95 000 nouveaux emplois (+ 1,2%) sur un total, public et privé confondus, de 129 000. À partir du rapport de la Cour des comptes et des lettres des différents ministères, les préconisations devraient être lourdes de conséquences sur l'emploi. La purge consisterait à supprimer 100 000 emplois permettant une économie de 4,1 milliards par an à partir de 2029 et donc la suppression de milliers d'emplois.

Construire la riposte

Une ou deux décennies après les grandes mobilisations contre des fermetures de sites emblématiques notamment dans l'automobile ou le commerce, les mobilisations sont aujourd'hui bien plus difficiles. Les ruptures conventionnelles, les mobilisations de désespoir pour des primes « exceptionnelles », les sorties des activités professionnelles ne permettent guère une montée des solidarités, des mises en commun, des coordinations des luttes. Pourtant la lourde utilisation des liquidations des emplois précaires mène aujourd'hui à des suppressions d'emplois traditionnellement perçus comme stables, durables.

Des colères, des mobilisations existent dans plusieurs secteurs, dans plusieurs régions. Leur mise en commun, leur coordination doivent se faire en liant les batailles pour l'emploi, pour la santé au travail à la mise en question des finalités du travail et la prise en compte des préoccupations écologiques. Le gouvernement et ses appuis de droite et d'extrême droite satureront le champ politique avec l'insécurité et les attaques contre les immigrés. Les batailles sur le budget ou le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), enfermées dans le champ institutionnel, ne permettent pas d'engager des mobilisations à la hauteur des enjeux. Partis, syndicats, mouvements associatifs qui se sont coalisés dans le cadre des élections doivent mettre à leurs agendas, à leurs ordres du jour, dans l'urgence, la construction de mobilisations sur l'emploi, contre les licenciements. Des relais doivent être utilisés (12 novembre pour la RATP, 21 novembre pour la SNCF) ou proposés dans la perspective des dates du 5 décembre (fonction publique), du 12 décembre (journée nationale sur l'emploi). Pas plus que la grève générale, le « Tous ensemble » ne se décrète ; il faut le construire.

Robert Pelletier



Acturama

LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UN CRIME !

« La guerre sur terrain mais la paix dans le monde ». La grande banderole déployée par le Collectif Ultras Paris le 6 novembre à l'ouverture du match Paris SG/ Atlético de Madrid a provoqué de vives réactions du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) et du ministère de l'Intérieur, lequel a « demandé des comptes » au club parisien. L'UEFA, de son côté, n'engagera pas de poursuites puisque « la banderole déployée ne peut pas être considérée comme provocatrice ou insultante dans ce cas précis ». De leur côté, les supporters ont renchéri : « En aucun cas ce tifo n'avait vocation à véhiculer un message de haine bien au contraire le message qui l'accompagnait est explicite et est un appel à la paix entre les peuples ». Total soutien ! © X, LOÏC TANZI

ÉTAT ESPAGNOL Solidarité et mobilisation populaire après la tragédie de Valence

Le 29 octobre, face à l'imminence du déluge, la Generalitat Valenciana (gouvernement régional) n'a établi le niveau d'urgence correspondant et n'a envoyé des avertissements à la population qu'en fin d'après-midi, malgré les alertes émises par les agences météorologiques les jours précédents et le matin même. Des milliers de personnes ont ainsi été exposées à un risque extrême. Tout cela a été aggravé par le développement urbain et la construction de logements, d'installations touristiques et d'industries sur des terrains qui constituent une voie d'écoulement naturelle vers la mer.

Responsabilités politiques et pénales

Les pluies torrentielles ne se produisent pas dans le vide; elles s'abattent sur une réalité sociale et politique. C'est ici qu'il faut chercher, pointer et combattre les responsables de ce drame. Pour Anticapitalistas, il est clair que les gouvernements, les entreprises et le capital fossile ont une responsabilité évidente. Le gouvernement autonome de Carlos Mazón a agi avec une négligence pour laquelle des responsabilités non seulement politiques mais aussi pénales doivent être exigées. Les employeurs n'ont pas appliqué la loi sur la prévention des risques professionnels et ont exigé que leurs travailleurEs poursuivent leur activité. Le gouvernement espagnol se présente comme le champion de la transition écologique, mais il alloue plus de 10,5 milliards d'aides publiques aux énergies fossiles. Face à cette situation dramatique de grande ampleur, que peut faire une petite organisation révolutionnaire? Tout d'abord, faire preuve de solidarité et se tenir aux côtés des personnes touchées, de notre peuple. En commençant par collecter des fonds pour répondre aux besoins urgents et aider les groupes les plus défavorisés, car nous sommes conscients que les effets de la Dana (« Depresion aislada en niveles alto ») ont

Face au désastre matériel et politique, il s'agit d'accompagner la douleur et le nettoyage mais aussi la contestation sociale, comme l'ont fait nos camarades d'Anticapitalistas.



également eu des effets très différents selon les classes sociales. Personne ne peut être entendu s'il ne part pas d'un tel principe de base. Ce principe a également été repris par diverses organisations politiques de gauche. Et il y a eu une véritable mobilisation de la jeunesse pour aider au travail sur le terrain. Même les fascistes de diverses organisations se sont rendus dans les villages touchés pour y mener leur travail de propagande et d'agitation.

Aide matérielle et mobilisation des travailleurEs

Deuxièmement, contrairement à la position de la majorité des forces syndicales et politiques de gauche qui affirmaient que l'heure n'était pas à la dénonciation politique ni à la

mobilisation populaire, qu'il fallait seulement accompagner la douleur et aider aux tâches de nettoyage et de livraison des marchandises, nous affirmons, nous Anticapitalistas, que l'aide matérielle (et l'accompagnement de la douleur) n'est pas incompatible avec l'exigence de responsabilité politique et la mobilisation des travailleurEs. C'est pourquoi nous avons soutenu la réunion des organisations sociales qui préparaient une grande mobilisation dans les rues. Nous ne devons pas laisser la parole aux seuls représentants institutionnels des grands médias ou aux créateurs de mensonges des réseaux sociaux animés par les fascistes. Troisièmement, et dès le début, nous avons promu par la propagande et l'agitation une série de revendications immédiates et transitoires en défense des travailleurEs affectés et dans la perspective de l'horizon écosocialiste. Nous nous sommes particulièrement adressés à la jeunesse afin de contester l'hégémonie du discours des fascistes et de canaliser la rage populaire en la convertissant en pouvoir populaire.

La manifestation du samedi 9 novembre représente le carton rouge d'une grande partie de la citoyenneté aux actions du gouvernement valencien face à la tragédie des inondations causées par la Dana. Appelée par une vingtaine d'organisations sociales et sans le soutien des grands syndicats de travailleurEs ou des grands partis de gauche, elle a réussi à rassembler 150 000 personnes et a été suivie par des militantEs de la solidarité du reste de l'Espagne. Un premier pas dans la bonne direction.

Daniel Geffner, membre de Anticapitalistas del País Valencià, médecin et ancien député régional.

PROCHE-ORIENT Avec Trump, le pire est à venir

La victoire de Donald Trump semblerait presque anodine du point de vue palestinien, tant l'administration démocrate a prouvé son incapacité et son manque de volonté à stopper le génocide en cours et imposer un cessez-le-feu. L'horreur étant déjà installée, quelle différence cela ferait-il? Pour autant, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche risque d'aggraver la situation en Palestine et au Proche-Orient.

En effet, l'alignement de Donald Trump sur les positions de Netanyahu font craindre le pire. Lors de son dernier mandat, conseillé par des sionistes radicaux comme David Friedman et Jared Kushner, il avait réussi à effacer la question palestinienne des agendas diplomatiques.

La question palestinienne hors des agendas diplomatiques

Ainsi, en décembre 2017 moins d'une année après sa première élection, il annonçait le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, rompant ainsi avec un consensus international établi sur le statut de la ville sainte. En août 2018, les États-Unis réduisaient considérablement leur aide à l'UNRWA, passant de 360 à 60 millions de dollars, puis procédaient en septembre 2018 à la fermeture de la délégation de l'OLP à Washington.

La signature des accords d'Abraham

Le coup de grâce fut porté aux Palestiniens lors de la conclusion des accords d'Abraham

normalisant les relations entre Israël et certains pays arabes — les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Négociés sous le patronage de Donald Trump, ces accords ont rompu avec la politique jusqu'alors adoptée par les pays arabes, dite de « terre contre paix » : en contrepartie d'une normalisation des relations, l'édification d'un État palestinien indépendant. Ce fut notamment l'objet d'un accord proposé en 2002 par la Ligue arabe et ignoré par Israël.

Les accords d'Abraham ont renversé cette perspective puisqu'aucune garantie ne fut obtenue pour les Palestiniens : on entérinait la possibilité d'une normalisation sans résolution du conflit. L'Arabie saoudite aurait été le prochain pays à signer ce traité, si les attaques du 7 octobre n'étaient pas intervenues, sans doute d'ailleurs pour l'en empêcher.

La menace de l'Iran

Derrière ces accords, un objectif caché et surtout un ennemi commun : l'Iran. En effet, les monarchies du Golfe se sentent de plus en plus menacées par l'Iran et ses affidés au Yémen, en Irak, en Syrie

et au Liban. Pour Israël, l'Iran représente une grande menace : en se dotant de l'arme nucléaire, la République islamique avait aboli le monopole dont disposait Israël sur la région.

Sur la question iranienne, Donald Trump se trouve également parfaitement aligné sur les positions israéliennes. La dénonciation par ce dernier, en 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien — conclu entre l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne sous l'administration Obama — fut particulièrement bien accueillie par Netanyahu.

Cet accord prévoyait la levée des sanctions contre l'Iran en échange d'un arrêt du programme de recherche nucléaire militaire et de contrôles internationaux. Trump revint à une politique de sanctions : il ne voulait pas d'une stratégie de désescalade et avait pour objectif d'affaiblir l'Iran.

Netanyahu et Trump alignés

Ainsi, le retour de Trump à la Maison Blanche conforte l'actuel gouvernement israélien dans la poursuite de sa politique génocidaire.

Il est à craindre que le feu vert ne soit donné pour une annexion pleine et entière de la Cisjordanie et la recolonisation de Gaza : le lendemain de l'élection américaine, l'armée israélienne a annoncé que les Palestiniens du nord de Gaza ne seront pas autorisés à rentrer chez eux.

Une guerre avec l'Iran, conforme aux vœux de Netanyahu, est également à craindre. Les dernières frappes israéliennes ont visé directement des sites nucléaires. Cependant, du fait de la taille du pays et de son éloignement géographique, la destruction totale et effective des installations nucléaires iraniennes supposera une aide militaire plus accrue des États-Unis par la livraison d'armes encore plus puissantes à Israël, voire par une participation directe sur le terrain. Ce scénario est aujourd'hui malheureusement à envisager.

Farah M.

À lire sur le site

-  **Gaza: « Ils ont brûlé nos cœurs »,** par Marie Schwab
-  **Nous perdons chaque jour une part de nous-mêmes à Gaza,** par Marie Schwab
-  **Allemagne, le gouvernement s'est effondré,** par Jakob Schäfer

No comment

La rémunération moyenne des dirigeants du CAC 40 au titre de 2023 atteint 7,1 millions d'euros, selon une étude du cabinet Proxinvest, soit une hausse de 37% par rapport à 2019, année antérieure à la crise sanitaire.

CABINET PROXINVEST, le 12 novembre 2024.

Agenda

Samedi 16 novembre, Rencontres anticapitalistes, Bordeaux (33). À partir de 14 h, salle Amédée Larrieu, place Amédée Larrieu. Au programme : 14 h 30 : Tables rondes et débats; 18 h 45-22 h : Soirée pour toutes; 19 h 30-20 h : Meeting avec Philippe Poutou.

Samedi 16 novembre, Rencontres de la Brèche avec Kaoutar Harchi pour une présentation de son dernier livre *Ainsi l'Animal et nous*, Paris 12^e. À 17 h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

Lundi 18 novembre, Philippe Poutou en soutien aux salariéEs de l'usine Vencorex, Pont-de-Claix (38). À 14 h 30, rencontre avec les travailleurEs de l'usine en grève illimitée depuis le 23 octobre pour la sauvegarde de leurs emplois.

Mardi 19 novembre, Rencontres de la Brèche avec Irene, Manon Boltansky et Daria Saburova autour du livre *Travailleuses de la résistance et de l'actualité en Ukraine*, Paris 12^e. À 19 h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

Mercredi 20 novembre, Tour de France de la santé: Procès des politiques de l'enfance: comment notre société prend-elle soin de ses enfants?, Paris. À 18 h 30, salle Eugène Hénaff, Bourse du travail, 29, bd du Temple, métro République.

Jeudi 21 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Bayonne/Baiona (64). À 18 h, au Gaztetxe Zizpa, 7, quai de Lesseps, 64100 Bayonne.

Vendredi 29 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Perpignan (66). À 18 h 30, au Nautilus, 20, rue Jules-Verne, 66000 Perpignan.

 Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

 **IMPRIM'VERT®**

TRUMP AUX MANETTES, LA BRUTALITÉ CAPITALISTE DANS LE MONDE

La victoire de Trump aura des conséquences dans de nombreuses parties du monde et pour l'ensemble des échanges. Tour d'horizon des effets possibles de la victoire de Trump, aux États-Unis, mais aussi en Europe et sur le continent africain.

ÉTATS-UNIS Une victoire décisive pour les républicains

Donald Trump a remporté une victoire décisive pour lui-même et pour le parti républicain, en prenant la présidence, le Sénat et, semble-t-il, la Chambre des représentants, tandis qu'au cours de son premier mandat, les nominations de Trump ont remodelé la Cour suprême, qui le soutient pleinement.

Trump et le parti républicain contrôlent donc les trois branches du gouvernement, ce qui lui donne le pouvoir de mettre en œuvre son programme de droite et de transformer les États-Unis, voire de démanteler leur système démocratique et de supprimer les libertés civiles.

Un vote populaire pour les républicains

Trump a non seulement remporté le collège électoral par 312 voix contre 226, mais il a aussi, pour la première fois, remporté le vote populaire, avec plus de 74,6 millions de voix contre 70,9 millions pour les démocrates. Les républicains ont gagné trois sièges au Sénat américain – Virginie occidentale, Ohio et Montana –, ce qui leur donne la majorité et met fin à quatre années de contrôle par le parti démocrate. Le décompte des voix à la Chambre des représentants n'est pas encore terminé, mais les républicains semblent en mesure de l'emporter également. Le total des voix de Trump n'a pas été écrasant, mais il a continué à bénéficier du soutien de sa base d'électeurs blancs plus âgés et plus aisés, des électeurs des banlieues



et des zones rurales, et a également trouvé de nouveaux soutiens parmi les électeurs de la classe ouvrière, les Noirs, les Latino-Américains et les femmes. Il a obtenu le vote de 56% des personnes n'ayant pas fait d'études supérieures, de 13% des

électeurs noirs et de 46% des électeurs latinos. Il a obtenu 45% des votes des ménages syndiqués. La candidate du parti démocrate Kamala Harris a obtenu moins de voix que le président Joe Biden lors de l'élection de 2020, y compris moins

de voix de la part des femmes et des électeurs noirs. De nombreuses personnes ont estimé que les prix du logement et de la nourriture étaient trop élevés, tandis que d'autres ont été motivées par le message raciste, sexiste et xénophobe de Trump. Des centaines de milliers d'électeurs du parti démocrate ne se sont tout simplement pas présentés dans plusieurs États, comme l'Ohio. Trump a bénéficié d'un soutien plus important dans 9 comtés sur 10 dans l'ensemble du pays. Bien qu'il n'y ait pas eu de réalignement général, il y a eu un glissement vers la droite dans tout le pays.

Comme l'ont noté les experts, Trump a désormais créé une base ouvrière multiraciale pour le parti républicain. Pendant des décennies, les démocrates ont prétendu être le parti de la classe ouvrière ; aujourd'hui, les républicains leur ont ravi ce titre.

Les démocrates ont abandonné les travailleurs

Pourquoi les démocrates ont-ils perdu ? Comme l'a écrit Bernie Sanders immédiatement après l'élection, « il ne faut pas s'étonner qu'un parti démocrate qui a abandonné la classe ouvrière s'aperçoive que

la classe ouvrière l'a abandonné ». D'abord, c'était la classe ouvrière blanche, et maintenant ce sont les travailleurs latinos et noirs. Alors que les dirigeants démocrates défendent le statu quo, le peuple américain est en colère et veut du changement. Et ils ont raison.

Après avoir perdu les élections, les démocrates sont confrontés à une crise d'identité et d'idéologie. Bernie Sanders a demandé : « Les grands intérêts financiers et les consultants bien payés qui contrôlent le parti démocrate tireront-ils de véritables leçons de cette campagne désastreuse ? » Probablement pas.

La direction du parti reste centriste, mais nombreux sont ceux qui souhaitent que le parti prenne un virage à gauche, vers la classe ouvrière. La plupart des progressistes ont voté pour les démocrates, à leur grande déception. D'autres ont voté pour des partis de gauche, en vain. La physicienne Jill Stein, candidate à la présidence du parti vert, n'a obtenu que 685 149 voix (0,5%), tandis que le théologien noir Cornel West en a obtenu encore moins. La gauche devra elle aussi réévaluer sa stratégie électorale.

Dan La Botz, traduit par la rédaction

Trump va tenter néanmoins de gouverner en autocrate, en imposant sa volonté à la nation. Il reste à voir si ses projets autoritaires déboucheront sur le fascisme, mais la gauche commence à résister.

Nous pouvons nous attendre à ce qu'il commence par tenir les promesses qu'il a faites à sa base ouvrière et de la classe moyenne, ainsi qu'à ses partenaires milliardaires, tels que le magnat de la technologie Elon Musk et le chef d'Amazon Jeff Bezos.

Fermeture des frontières annoncées

Il a promis aux travailleurs de fermer la frontière et de procéder à une déportation massive des immigrés sans-papiers qui, selon lui, prennent les emplois des Américains et font régner la violence dans leurs communautés. Il y a aujourd'hui 22 000 agents de la USBP (US Border Patrol). Pour sceller la frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui s'étend sur 3 145 kilomètres, il faudra davantage que les 22 000 agents actuels de la BP. Trump affirme qu'il mobilisera la Garde nationale pour compléter les effectifs de la BP, mais il aura besoin de l'autorisation des gouverneurs des États et tous ne la donneront pas.

Trump a promis d'expulser les quelque 12 millions d'immigrés sans-papiers, mais les rassembler et les expulser serait un travail

énorme qui coûterait des millions et nécessiterait bien plus que les 21 000 agents de l'U.S. Immigration and Customs Enforcement (ICE) existants. Les familles seront déracinées et brisées et il y aura de la résistance. Ces politiques auraient un impact énorme et désastreux sur l'économie américaine, car de nombreux immigrants travaillent dans la construction, l'hôtellerie et la restauration, les soins aux personnes âgées et aux enfants, le nettoyage, le jardinage, l'agriculture et d'autres secteurs.

Libéralisation, protectionnisme et carbo-capitalisme

Trump prévoit de prendre davantage le contrôle du gouvernement américain, en commençant par mettre fin aux protections de la fonction publique pour des centaines de milliers d'employés fédéraux, qui deviendraient des employés de contrat privé, susceptibles d'être licenciés à tout moment. Il affirme

qu'il réorganisera le ministère de la Justice et l'utilisera pour poursuivre ses ennemis politiques.

Sur le plan économique, Trump a promis de nouvelles réductions d'impôts comme il l'a fait en 2017, et il ne fait aucun doute que ce sont les riches qui en bénéficieront le plus. S'il le fait, cela coûtera au gouvernement 4 000 milliards de dollars de recettes au cours de la prochaine décennie. Il a également déclaré qu'il réduirait les impôts sur les prestations de sécurité sociale (retraite) des travailleurs et les taxes sur les pourboires des travailleurs.

Trump propose des droits de douane de 10% sur la plupart des marchandises, mais de 60% sur les produits chinois et même de 200% sur les voitures chinoises. Ces tarifs augmenteraient les prix pour les Américains et perturberaient le commerce et les investissements mondiaux.

Trump annulera les politiques climatiques du président Joe Biden

en réduisant les subventions aux énergies vertes et en incitant les compagnies pétrolières à forer pour trouver du pétrole. Il annulera également les politiques pro-travail de Joe Biden.

Résistance et répression possible

La résistance à Trump, qui s'est manifestée pour la première fois lors de la Marche des femmes à l'occasion de son investiture en 2016, s'est ravivée. Des manifestations de centaines de personnes dirigées par la gauche ont eu lieu après son élection à Seattle, Portland, Berkeley, Milwaukee, Chicago et Philadelphie. Le 9 novembre, plus d'un million de personnes d'organisations syndicales, environnementales, féministes et d'immigrés ont défilé à New York.

Une nouvelle coalition nationale de plus de 200 organisations s'est formée sous l'impulsion du Working Families Party, de Seed

the Vote, du Movement for Black Lives et de Showing up for Racial Justice. Le groupe a organisé un appel de masse/livestream intitulé « Making Meaning in the Moment » (« Donner un sens au moment présent »), auquel 140 000 personnes ont participé sur internet.

Comme l'a écrit un participant, « l'opinion dominante était la résistance totale à l'administration Trump et le recentrage des progressistes dans la classe ouvrière multiraciale et inclusive du point de vue du genre ».

Si le mouvement de protestation devient massif dans les rues, Trump s'est dit prêt à invoquer la loi sur l'insurrection de 1792, qui autorise le président à utiliser l'armée américaine sur le territoire des États-Unis pour réprimer une rébellion ou des violences.

Trump est un autoritaire. Va-t-il créer un parti et un État fascistes ? Nous ferons tout pour l'en empêcher. **Dan La Botz, traduit par la rédaction**

ÉTATS-UNIS Trump prend le commandement et la résistance a commencé

Le président élu Donald Trump a déclaré dans son discours de victoire que « l'Amérique nous a donné un mandat puissant et sans précédent ». Bien que cela ne soit pas vrai. Obama avait remporté en 2008 une victoire bien plus importante avec 53% du vote populaire et 365 mandats de grands électeurs.

BARRAGE ANTI-TRUMP



AFRIQUE Pour Trump, les USA d'abord... et l'Afrique (bien) après

L'accession du milliardaire à la Maison blanche entraînera une politique africaine centrée sur les intérêts des États-Unis et la promotion des valeurs conservatrices en Afrique.

Quelle va être la politique de Trump vis-à-vis du continent africain ? La réponse est incertaine car lui — tout comme Kamala Harris, n'a jamais évoqué cette question pendant la campagne électorale — bien trop occupé à disserter sur les choix gastronomiques supposés des immigrés haïtiens de la ville de Springfield ou sur l'importation des mauvais gènes aux États-Unis par les migrantEs.

Désintéret

On peut se baser cependant sur quelques indices, notamment son bilan lorsqu'il était au pouvoir de 2017 à 2021. On se souvient de la délicate formule qui sied à ce personnage si raffiné, traitant les pays africains de « pays de merde » et de sa relation toute particulière à la vérité en parlant de crimes de masse contre les fermiers blancs en Afrique du Sud. Deux ans après son installation au pouvoir, son éphémère conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, déroulait la stratégie des USA vis-à-vis du continent. Elle pouvait se résumer en une idée simple : cette politique devait avant tout rapporter aux USA. Trois thèmes étaient déclinés : les échanges commerciaux favorisant les entreprises américaines ; la promotion de l'aide seulement aux pays alliés et la lutte contre le terrorisme. Dans les faits, la politique de Trump a été surtout un désengagement des États-Unis du continent et la

suppression des visas pour les ressortissants des pays comme la Somalie, le Soudan, la Libye, le Ghana, le Nigeria ou le Tchad, ce qui a contribué à renforcer la marginalisation des USA en Afrique.

America first

Autre indice, la communication de la fondation conservatrice Heritage Foundation. Sur les 900 pages de son rapport « Project 2025 » décrivant dans le détail les mesures à prendre pour une politique conservatrice radicale, une page et demie est consacrée à l'Afrique. Elle est écrite par Kiron K. Skinner, fan de Reagan et ancienne de l'administration George W Bush et Trump. Elle souligne l'importance de l'Afrique pour ses richesses naturelles, notamment les minerais nécessaires aux industries de haute technologie et sa proximité des voies maritimes. Pour elle, il est urgent de disputer « l'influence maligne » de la Chine et secondairement de la Russie. En termes économiques cela se traduit par le ciblage de certains pays considérés comme prioritaires plutôt que l'essaimage des aides à travers le continent. Des aides qui devront favoriser le « marché libre » et « la croissance privée » et être supprimées aux pays hostiles ou qui votent contre les USA dans les instances internationales. La crise sécuritaire au Sahel n'est pas considérée comme une menace vitale

pour les États-Unis mais comme un danger potentiel sur le flanc sud de l'Otan. Enfin, les États-Unis devront porter leur effort sur les « activités diplomatiques essentielles » plutôt qu'essayer de promouvoir les droits des personnes LGBT.

Le sabre et le goupillon

Bien que ce programme présente une certaine continuité, il ne doit pas occulter que le Trump d'aujourd'hui est bien plus radical, et que lors de son mandat précédent il devait composer avec une Chambre des représentants à majorité démocrate à partir de 2018. Au vu des résultats, cela ne serait plus le cas. Ainsi il est très probable que des aides seront détournées vers les organisations évangéliques pour promouvoir des politiques homophobes et anti-avortement en Afrique. Ceci irait de pair avec la suppression du President's Emergency Plan for AIDS Relief consacré à la lutte contre le sida et décrié par les républicains. La recommandation de Heritage Foundation de reconnaître la région de Somaliland comme un État indépendant de la Somalie est révélatrice. Elle permettrait aux USA de doubler sur la côte somalilandaise leur base militaire de Djibouti qui se trouve à une dizaine de kilomètres de l'emprise chinoise pouvant accueillir plusieurs milliers de soldats. Même si le prix à payer serait une accentuation de la déstabilisation de la corne de l'Afrique.

Il est certain que l'élection de Trump est un encouragement à tous les autocrates africains.

Paul Martial

UKRAINE Mettre les compteurs à l'heure Trump

La « géopolitique » des États-Unis de Trump sera celle de « MAGA » — Make America Great Again — selon une logique à dominante dite « isolationniste ». Quelle y sera la place de l'Ukraine et de la guerre qui la ravage ?

rale pour Trump et la population qui le soutient.

Un internationalisme par en bas nécessaire

Si l'aide des États-Unis baisse ou s'arrête, cela souligne combien sont importantes les tâches d'un internationalisme par en bas en lien avec les associations progressistes ukrainiennes, urgentes et essentielles. Car sous une forme ou une autre la résistance ukrainienne contre le pouvoir grand-russe se poursuivra — y compris par une guérilla permanente après un « cessez-le-feu » contraint. Pour une raison simple : la guerre est d'abord et avant tout une agression de la Russie contre l'Ukraine, niant son existence nationale et indépendante. Telle est sa nature fondamentale — et non pas un « proxy » de la géopolitique.

L'aide reçue des grandes puissances est limitée, fluctuante selon qui gouverne, et toujours « conditionnée » à des intérêts qui ne sont pas ceux d'une Ukraine indépendante et démocratique. Et c'est pourquoi notre solidarité implique d'abord une vigilance — rendue concrète et possible par notre indépendance envers tous « nos » gouvernements pour qu'aucune aide ne soit conditionnée par des politiques néolibérales. De même, nos camarades

Contrairement à d'autres guerres dont les États-Unis ont dû se retirer, la guerre en Ukraine n'est pas perçue aux États-Unis comme « leur » guerre. Trump n'est pas « concerné » par les « valeurs » hypocritement mises en avant par Biden pour « aider » l'Ukraine (tout en lui interdisant de viser des sites militaires russes d'où partent les missiles qui frappent les infrastructures et la population ukrainienne).

Trump ne se soucie pas non plus le moins du monde de critiquer le double langage de son prédécesseur en confrontant ces « valeurs » à la politique génocidaire d'Israël. Le racisme de Trump, envisageant d'interdire des vols amenant aux États-Unis des populations de pays arabo-musulmans, ne peut que conforter sa politique prosioniste.

Les intérêts matériels des USA d'abord

Ce sont des intérêts matériels perçus comme positifs pour son pays qui comptent à ses yeux. Même les rapports de connivence avec Poutine et la pénétration de la sphère trumpiste par la mafia et les services de sécurité russes n'impliquent aucune certitude.

Somme toute, il n'y a vis-à-vis de la Russie ni l'évidence d'une « nouvelle guerre froide » ni celle d'une quelconque amitié indéfectible (comme le disent les Chinois, non sans hypocrisie). Pas plus que le financement de l'Otan par les États-Unis trumpistes n'est assuré, l'aide à l'Ukraine ne fait partie d'une quelconque « obligation » politico-mo-

ukrainieNEs, au sein de la résistance contre la guerre, contrôlent toute concession « néolibérale » du pouvoir Zelensky contre une aide occidentale.

Une solidarité concrète

C'est pourquoi nous sommes pleinement en accord avec nos camarades de la gauche ukrainienne¹ et à leur côté : leurs déclarations et actions depuis l'invasion russe expriment

une lutte sur plusieurs fronts². Elle s'adresse au gouvernement ukrainien en toute indépendance critique, pour souligner, comme le fait O. Kyselov, que « la force principale » du pays contre l'agression russe « est intérieure »³. Leurs appels soulignent — pour que la résistance soit efficace contre l'agression — l'importance d'une transparence égalitaire des conditions de la mobilisation. Face à « nos » gouvernements, dont

nous ne cessons de combattre les politiques réactionnaires, nous devons nous appuyer sur les pressions « politico-morales » en faveur de la résistance ukrainienne à une guerre d'agression pour relayer, avec nos camarades ukrainienNEs, des demandes concrètes : l'annulation de la dette ukrainienne ; l'accueil de toutes les réfugiéEs ; et face aux incertitudes de l'aide venant des États-Unis à l'Ukraine, l'envoi à ce pays de l'aide matérielle, militaire, financière qui lui permette d'affronter les missiles russes et l'hiver, alors que la moitié de ses infrastructures d'énergie ont été bombardées. Les liens directs avec les organisations progressistes, politiques, syndicales, féministes de la résistance ukrainienne sont établis depuis le début de la guerre via des réseaux solidaires⁴. Les tâches d'un internationalisme par en bas sont plus que jamais essentielles.

Catherine Samary

1 – Voir les déclarations de l'organisation Sotsialny Rukh (SR) ou les articles d'Oleksandr Kyselov membre de SR, publiés dans l'Anticapitaliste.

2 – Voir C. Samary, « Ukraine : une gauche en construction sur plusieurs fronts », Revue Contretemps, 2022.

3 – Voir Oleksandr Kyselov, « Ukraine : la force vient de l'intérieur », Inprecor, novembre 2024.

4 – Voir Le collectif RESU-F, partie prenante de l'ENSU, dont le NPA-l'Anticapitaliste est membre.

GÉOPOLITIQUE: LA DONNE VA-T-ELLE CHANGER?



LICENCIEMENTS

Vencorex, se battre jusqu'au sauvetage de tous les emplois!

En grève illimitée depuis le 23 octobre, très mobiliséEs sur un piquet de grève conséquent, les salariéEs de Vencorex avaient à nouveau appelé largement la population à venir les soutenir le 7 novembre.

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, venait les rencontrer. Avec son soutien, elle apportait aussi un projet de bataille globale contre les nombreux licenciements. Plus de 180 plans de licenciements recensés par la CGT à ce jour, soit 100 000 emplois directs et indirects menacés ou déjà supprimés!



CGT

Un millier de personnes mobilisées

Environ un millier de personnes étaient présentes venant des nombreux syndicats de la chimie de l'Isère et du Rhône. Présents également les secrétaires généraux de l'UD CGT 38 et de la fédération de la chimie, des militantEs du PC 38, de LFI et des Verts, du PCOF, du PT, de LO, de l'UCL, du NPA-R. Nous y étions bien évidemment. Beaucoup d'élus aussi, maires, conseillerEs départementaux et régionaux, députéEs issus des divers partis du NFP. Sophie Binet a d'abord insisté sur la destruction de vies que représentent ces 460 suppressions d'emplois, qui vont mécaniquement entraîner la perte de 1500 emplois directs, impactant à leur suite plus de 6 000 autres indirects, un réel saccage des territoires. À ce jour, un seul repreneur, le chinois Wanhua Chemical, concurrent de Vencorex, qui propose de ne garder que 25 salariéEs pour la protection du site.

Moratoire sur les licenciements pour la CGT

Le message de Sophie Binet est clair et fort. Elle souligne d'abord que cette lutte paie déjà. En effet, le tribunal de commerce de Lyon a décidé ce jour même de prolonger la période d'observation, obligatoire dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire, jusqu'en mars 2025. L'allongement de la durée d'observation peut permettre des propositions de nouveaux repreneurs. La première chose à faire contre les licenciements, dit la secrétaire générale, c'est d'imposer un moratoire sur l'ensemble des licenciements dans tout le pays. La seconde proposition, elle l'annonce ainsi « le repreneur évident c'est Arkéma mais pas question de se contenter de ne reprendre qu'une partie de l'activité. Si l'État n'est pas en capacité de trouver un repreneur de l'ensemble du personnel, la CGT demandera d'organiser une nationalisation temporaire, comme il l'a fait à Saint-Nazaire ». Aux éluEs, elle demande la plus grande vigilance sur l'utilisation de l'argent public par les entreprises. Aux députéEs, elle suggère de déposer une proposition de loi contraignante sur l'obligation de rendre l'argent public pour les patrons qui licencient. Enfin, l'objectif le plus important de la bataille pour la CGT c'est la journée de mobilisation nationale du 12 décembre pour soutenir tous les salariéEs en lutte contre leurs licenciements. Ceux de Vencorex, d'Auchan, de Michelin, de Casino, mais aussi toutes celles de la construction, du textile, de l'imprimerie... Nous soutenons pleinement cet objectif de convergence des luttes!

CorrespondantEs

LICENCIEMENTS Stellantis, les profits explosent, les emplois s'effondrent

Le 29 octobre, le constructeur automobile Stellantis a annoncé la suppression de près de 250 postes d'intérimaires sur son usine de La Janais près de Rennes (35).

Cette décision, prévue pour janvier 2025, résulte de l'arrêt programmé de la production de la Citroën 5008, mesure « conjoncturelle » selon Stellantis pour faire face à une baisse temporaire de production. Mais pour les salariéEs cette décision illustre une logique de profit brutale et une gestion qui sacrifie les employéEs les plus précaires en période de « réajustement ».

S'attaquer aux plus vulnérables pour maintenir les profits

Les suppressions d'emplois concernent spécifiquement les intérimaires, main-d'œuvre flexible et précarisée des entreprises alors qu'ils contribuent pleinement à la production quotidienne de l'usine et devraient bénéficier de conditions d'emploi stables.

Ces licenciements révèlent une tendance générale : délocaliser le risque et les coûts vers les employéEs les plus vulnérables, en les considérant comme des variables d'ajustement à chaque ralentissement conjoncturel. Environ 250 salariéEs vont donc perdre leur activité principale, voire leur revenu, alors même que Stellantis réalise des bénéfices records : 18,6 milliards d'euros en 2023, auxquels s'ajoutent 5,6 milliards d'euros au premier semestre 2024 considérés comme « pas à la hauteur de nos attentes », selon Tavares, le PDG. La baisse



Carlos Tavares. WIKIMEDIA COMMONS

d'activité des derniers mois va avoir des répercussions en cascade. Le sous-traitant Forvia, fortement dépendant des commandes du site de Rennes, a également lancé un plan social dans son usine de Bains-sur-Oust (35) avec la suppression de 72 postes d'ici décembre.

Des bénéfices records, mais des suppressions de postes en cascade

Le groupe prévoit de lancer un nouveau modèle dans un an qui devrait « relancer la production ». Mais en attendant ce redémarrage, l'employeur n'a pas prévu de mesures pour maintenir les emplois intérimaires alors que ses bénéfices le lui permettent. Les suppressions d'emplois, annoncées comme temporaires, illustrent une autre facette de la

crise industrielle dans la filière automobile : la course au profit à court terme et l'intensification du travail sur quelques sites. Les sites de Poissy, Douvrin et celui de Rennes sont aujourd'hui sérieusement menacés, la direction faisant le choix de concentrer ses activités de production autour de Mulhouse et de Sochaux pour en faire des usines encore plus flexibles où les effectifs seraient dépendants, au mois le mois, des aléas des volumes de production.

Les promesses d'un avenir électrique... mais à quel prix?

Stellantis projette une forte croissance de sa production électrique, espérant que la transition vers l'électrique créera des emplois dans le futur. Une promesse d'avenir qui ne profite pas aux

intérimaires aujourd'hui. Une stratégie qui illustre clairement les contradictions du capitalisme moderne : accroître les investissements tout en maintenant les dividendes pour les actionnaires au prix de suppressions d'emplois. Les dirigeants de l'entreprise, eux, n'ont cessé de récolter des revenus considérables : le PDG Carlos Tavares a ainsi perçu une rémunération de près de 36 millions d'euros l'an dernier.

Mobilisation nécessaire contre les licenciements, pour la répartition des richesses et des emplois

Face à cette situation, les organisations syndicales et de gauche doivent organiser la mobilisation à l'échelle nationale sur un cahier revendicatif commun : interdiction des licenciements, répartition du travail, réduction des cadences, répartition de la production, revalorisation des salaires...

Chez Michelin, Auchan, Airbus, Vencorex, Stellantis... depuis quelques semaines les annonces de plans de licenciements se succèdent. Au 18 octobre 2024, la CGT recensait 180 plans de licenciements en un an. Des milliers de travailleurEs qui ont fabriqué ces milliards de dividendes vont se retrouver prochainement au chômage. De Michelin-Cholet aux travailleurEs de MA France, des milliers d'entre elles et eux n'entendent pas se faire licencier sans se battre. Ces prochains jours, l'heure est donc à coordonner les colères et les mobilisations. Kevin (Rennes)

ÉCOLOGIE

Les COP sonnent creux : mobilisation!

Les victoires électorales des climato-négationnistes — Trump en tête — s'enchaînent à travers le monde. Les fréquence et l'intensité des catastrophes en relation avec le dérèglement climatique se multiplient. Dans ce contexte, la « diplomatie environnementale » et ses trois COP (Conférences des parties) de la fin 2024 sonnent encore plus creux que les autres années...

Reversement par les industriels occidentaux d'un pourcentage de leurs recettes liées au pillage des ressources génétiques de la biodiversité aux pays « du Sud », reconnaissance des « communautés d'ascendance africaine » en Amérique du Sud ou encore intégration des peuples autochtones dans cette

diplomatie environnementale... Ces timides apports de la COP16 Biodiversité rappellent la nécessité de s'attaquer conjointement à l'écrasement de la biodiversité et au colonialisme nés d'une même racine. C'est « l'habiter colonial » auquel le chercheur Malcolm Ferdinand oppose une nécessaire écologie décoloniale, où la sortie de la crise écologique

exige l'éradication des rapports de pouvoir qui ont asservi les personnes afrodescendantes, autochtones, racisées et les femmes.

COP16 sur la biodiversité sur fond de colonialisme

Pourtant présidée par une vice-présidente colombienne, activiste écologiste de longue date, la COP16 ne remet pas en cause les fondements des crises capitalistes. En ressortent des engagements toujours sans financement et un « laissez-passer » d'un an pour l'économie capitaliste des grandes puissances occidentales et émergentes.

COP29 pour le climat sur fond de dictature pétrolière

Près de 50 000 représentantEs internationaux sont attenduEs du 11 au 22 novembre pour résoudre la crise climatique... dans une dictature qui conti-

nue d'enfermer ses militantEs environnementaux et tire 50 % de son PIB du pétrole. Après l'Égypte et les Émirats arabes unis, c'est donc l'Azerbaïdjan qui accueille les discussions qui auraient pu être cruciales pour l'avenir de l'humanité, si celles-ci ne se bornaient pas, là encore, à un statu quo sur l'exploitation capitaliste du monde.

Les COP pour le climat ne font plus illusion, face à la collusion entre les dirigeants mondiaux et les entreprises pétrolières. Comment prendre au sérieux une Commission européenne qui qualifie l'Azerbaïdjan de « partenaire fiable », en lui signant un contrat en 2022 pour du gaz. La diplomatie environnementale n'est qu'un déguisement de plus pour une diplomatie énergétique et financière qui n'évoque le climat que s'il est rentable.

Des manifestations se tiendront tout au long du mois de novembre pour tenter de faire entendre une voix alternative à cette mascarade. Car l'urgence d'une action mondiale commune est réelle : mais c'est aux peuples de la saisir et de s'unir d'une même voix.

Commission nationale écologie



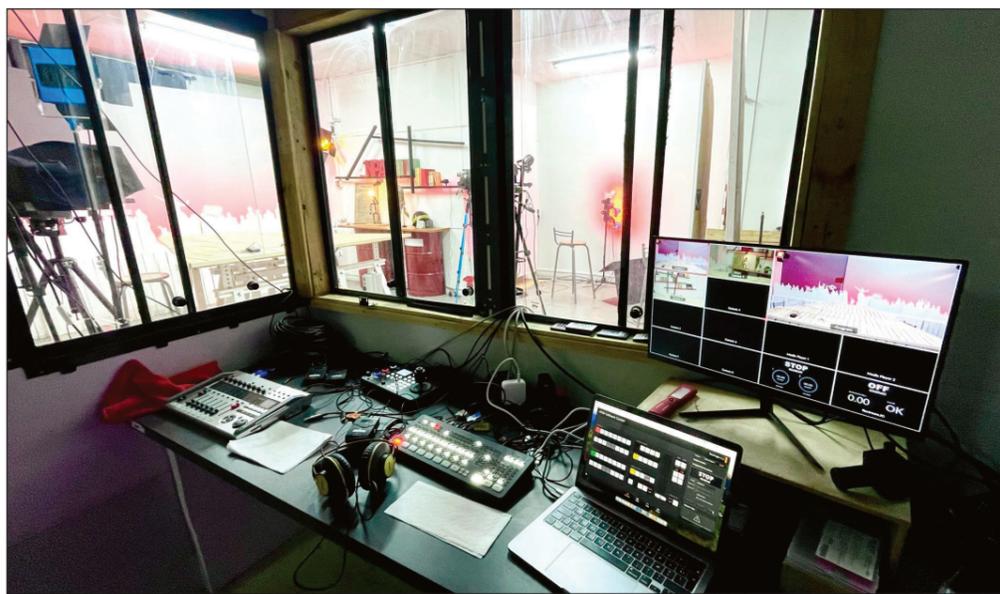
DEAN CALMA/IAEA

Vie du NPA l'Anticapitaliste



SOUSCRIPTION Roto et le NPA 2.0

Cet imposant bâtiment de l'imprimerie Rotographie abrite, parmi d'autres activités, ce que l'on appelle l'équipe site et réseaux du NPA. C'est par ce nom qu'on désigne le petit groupe de camarades qui produit et met en forme les contenus numériques du NPA, en particulier les vidéos, et gère la communication digitale de l'organisation.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Grâce à l'espace offert par ce bâtiment, nous avons pu aménager au fond du couloir le «studio Roto». Conçu dans l'esprit DIY («Do it Yourself» artisanal) à base de récup' et d'huile de coude, ce studio, équipé d'un plateau de tournage et d'une régie, nous a permis au fil de ces trois dernières années de considérablement améliorer les contenus vidéos du NPA et de réellement développer ceux de l'Anticapitaliste avec des entretiens et émissions en plateau, mais aussi d'autres formats hybrides.

Des vidéos dès 2009

Le NPA (la LCR avant lui également) a toujours essayé de penser la production de contenus en ligne, vidéos ou autres, et ce, depuis sa fondation. Mais cette préoccupation, coûteuse en temps et en compétences techniques, a fait l'objet de flux et de reflux à travers les années. Qui se souvient qu'en 2009 existait une première version de ce qui deviendra le format le plus récurrent de notre chaîne et de nos réseaux : le Poing Hebdo ? Trois minutes max pour donner notre analyse d'un sujet d'actualité et essayer d'en dégager les revendications, des appels à la mobilisation... Ces vidéos ont fait beaucoup pour diffuser nos idées, nos points de vue et nos orientations. Nous

sommes convaincuEs qu'il est nécessaire pour le parti de continuer à nous améliorer et d'avancer dans sa structuration en lien avec notre journal hebdomadaire et notre revue. Il faut penser tous nos moyens de production et de communication comme un tout, et comme des supports différents qui se complètent, se répondent et s'alimentent.

Un studio au service des luttes

C'est pourquoi ce projet de rachat de Rotographie nous paraît de la plus grande importance. Pour ce qui est des vidéos, non seulement il nous permettra de développer le studio en pensant et en adap-

tant au mieux les espaces et en imaginant un studio mobile qui nous permettra de faciliter les captations, mais aussi de mettre cet outil et nos compétences au service d'autres organisations du mouvement social, comme nous avons déjà commencé à le faire, et comme l'imprimerie de Rotographie le fait d'ailleurs depuis des décennies ! En effet, aujourd'hui la vidéo est incontournable dans toute communication et la qualité des contenus proposés est donc cruciale. Pour nous, comme pour l'ensemble du mouvement ouvrier et du mouvement social. Pour pouvoir non seulement accueillir d'autres organisations

et pouvoir développer de nouveaux formats, nous avons pour projet d'aménager le studio dans une forme modulable permettant à la fois de disposer de plusieurs décors et s'adapter facilement aux besoins et envies de celles et ceux qui viendraient tourner leurs contenus chez nous. En matière de réseaux et de vidéos, le NPA se pense aussi comme un outil au service des luttes et de la construction du rapport de forces pour notre camp social !

Commission souscription



FAIRE UN DON ICI

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

LES NÔTRES

José Arronis

Notre camarade José Arronis est décédé le 24 septembre 2024.



Il aimait nous raconter son enfance, fils d'espagnols antifranquistes, vivant au milieu des quartiers populaires d'Hammam-Bou-Hadjar. En 1951, il débarque à Marseille. Destination : Vénissieux. C'est la première fois qu'il voit la neige. José nous racontait le racisme qu'il avait connu dès l'école primaire ainsi qu'à l'école d'apprentissage, où tous les matins il subissait les brimades et le racisme d'un professeur, allant jusqu'à les empêcher, lui et son frère, de passer leur examen de tuyauteur. Il adhère à ce moment-là aux Jeunesses communistes.

Diplôme de soudeur en poche, commence sa vie professionnelle avec son frère jumeau partout en France et au Gabon avant d'en être expulsé à cause de leur engagement.

Danseur de rock, il faisait le tour des dancings, c'est là qu'il rencontrera Danielle. Prenant diverses responsabilités au PCF, José et Danielle seront de tous les combats locaux, nationaux et internationaux (Comité pour la paix au Vietnam, Solidarité Chili...).

En 1974, il entre chez Messidor, société proche du PCF, dans la vente de livres, qui fermera en 1992. Il est licencié. Il se bat contre cette fermeture avec son syndicat. Il quitte le PCF.

Sept ans de chômage dont 4 sans rémunération. Il s'adonne alors à la peinture, à la sculpture (avec plus de 400 tableaux et sculptures) et gagne un prix ! Il exposait souvent aux universités d'été de la LCR. Puis il retrouve un emploi de soudeur, ce qui lui permet de prétendre à une retraite pleine. Travailler depuis l'âge de 14 ans pour toucher une retraite de misère selon tes mots... En 2002, il adhère à la LCR, dont il est le candidat aux législatives de 2007.

Lui à la retraite, Danielle licenciée de l'usine (2004). Commence pour eux une vie partagée entre les voyages en caravane, les petits-enfants et le militantisme.

Avec leurs camarades du PCF, devenus militantEs LCR, iels étaient de tous les tractages et collages quotidiens (usine, quartier...). Militier, c'était vivre. Toujours prêt à faire une paella géante pour financer les luttes ou des réunions (Krivine...), José c'était aussi une table (tortillas, falafels...) toujours ouverte aux autres autour d'un verre, accompagnée de rigolade, de musique (Escudero, Idir...), de débats politiques passionnés et passionnants.

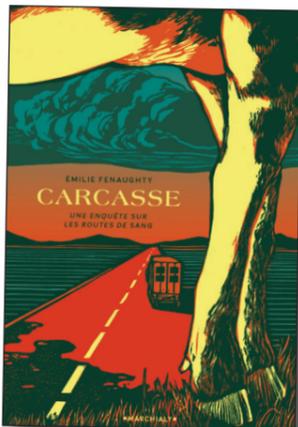
Il partageait comme nous toutEs un rêve, celui d'une société débarrassée du capitalisme... Ce monde l'attristait, l'enrageait.

José se disait communiste et libertaire (celle de la CNT espagnole). Il l'affirmait haut et fort quotidiennement. Militant internationaliste, franc, en colère souvent et tellement généreux et plein d'amour. Ces derniers temps son genou l'empêchait de militer mais il restait fier d'être adhérent.

Le NPA apporte tout son soutien et son réconfort à Danielle, à ses enfants Medhi et Julien, à ses petits-enfants dont il nous parlait avec tellement d'amour. Tu vas nous manquer, José. Amitié révolutionnaire à notre ami.

Tes camarades de Vienne

Culture



ESSAI Carcasse. Une enquête sur les routes de sang, d'Émilie Fenaughty

Éditions Marchialy, 200 pages, 20 euros.

animaux— poulets, veaux, chevreaux, porcs — peuvent naître dans un endroit, être engraisés dans un autre pays, être abattus encore ailleurs, et ainsi parcourir des milliers de kilomètres dans des conditions matérielles dramatiques.

Quand ça se passe très loin — en dehors de l'Europe — il n'y a guère de règles, et quand il y en a, comme ici au sein de l'UE, elles sont souvent peu et mal respectées. C'est ce que s'attachent à montrer les permanentEs et bénévoles de grandes associations telles que EonA (Eyes on Animal), Robin des bois, L214, ou encore EFI (Ethical Farmer Ireland). Pour ce faire, sont montées des opérations de traçage impliquant des associations de plusieurs pays, qui permettent de documenter via un déploiement de matériel photo et vidéo les déplacements des bétailières au travers de l'Europe, de l'Irlande à la Turquie,

de vérifier les temps de route qui doivent donner lieu à des pauses, le nourrissage des animaux et leur abreuvement. Les manquements constatés sont signalés aux autorités européennes... Ce n'est pas de tout repos, ni sans risques d'accrochages avec des éleveurs, des chauffeurs, des marchands, la police.

Petits contes macabres...

L'ouvrage est un récit à la première personne (du singulier comme du pluriel) d'une journaliste qui s'implique sur son terrain, et n'hésite pas à se mouiller. Elle nous donne à voir le combat contre des formes ordinaires de la barbarie engendrée par la recherche du profit maximum, sans manichéisme, sans jugement, sans moralisme... Par contre, son écrit dit à quel point elle est touchée par la détresse et la souffrance des animaux concernés par ce marché morbide. Elle l'exprime au travers d'un artifice

narratif, ponctuant son récit de «petits contes macabres» inspirés de faits réels documentés par les associations qui mettent en mots humains des expériences au cours desquelles des animaux non humains ont été confrontés à l'indifférence, à la brutalité, à la violence d'animaux inhumains ! Pour finir sur une note positive, le dernier conte est tout de même une «petite histoire d'espoir». Vincent Gibelin

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

Jeune autrice et journaliste française, Émilie Fenaughty part sur les routes du bétail mondialisé. Elle paye de sa personne, pour une enquête en live auprès de quelques femmes et hommes engagéEs dans la lutte pour le bien-être animal.

Les routes de sang...

L'élevage industriel, l'extrême rationalisation économique de la production de viande pour les populations du monde, provoque l'absurde ballet des camions, des bateaux conçus ou convertis en bétailières. Les

À lire sur le site



Hommage à Madeleine Riffaud, par Daniel Vaubailon

CHOLET « Il est encore possible de sauver l'outil de production, mais Michelin n'entend pas changer d'avis »

Entretien. Vendredi 8 novembre, trois jours après que la direction de Michelin-Cholet a réuni ses employés dans un hangar glacial pour leur annoncer officiellement la fermeture imminente de leur usine, ce sont plus de 600 personnes qui ont, au départ d'une usine à l'arrêt, manifesté dans la zone industrielle de la ville. Toutes les organisations syndicales de l'entreprise (CFDT, CGT, SUD) étaient présentes, ainsi que des délégations des partis politiques de gauche (LFI, NPA-A, LO, UCL, PS, LE...). Les manifestantEs étaient d'autant plus remontéEs que les rencontres organisées le matin à la sous-préfecture avec le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci, et les représentants de Michelin n'avaient rien donné, sinon confirmer la complicité et l'effroyable cynisme du gouvernement et du groupe capitaliste. Nous avons à cette occasion interrogé deux militants CGT de Michelin, **Richard Grangien**, secrétaire du CSE, et **William**, ouvrier de production.

Comment s'est déroulée la rencontre avec le ministre Ferracci et Michelin ce matin à la sous-préfecture ?

Richard. Les trois organisations syndicales ont pu parler avec le ministre. Mais c'est surtout lui qui a parlé au début ! On a cru qu'il n'allait jamais s'arrêter, et on a vu tout de suite qu'il se situe dans « l'après » [fermeture]. Il n'a d'ailleurs pas oublié de nous dire que l'État ne pourra « rien », qu'avec le capitalisme, on ne peut pas faire autrement.

À l'inverse de son discours se plaçant dans la perspective du « plan social », nous pensons à la CGT qu'il est encore possible de sauver l'outil de production. Il suffit que tout le fric qu'ils placent dans le plan social [300 millions] soit utilisé dans les machines et pour diversifier la production, ce qu'ils n'ont pas voulu faire pendant des années. Mais évidemment, Michelin n'entend pas changer d'avis.

La deuxième partie de la réunion fut plus « politique ». Il y avait le maire de Cholet [Bourdouleix, LR soutenu RN], le député [Masségli, Ensemble], trois du Sénat, le département, la région, et des représentants de la direction de Michelin. Ceux-ci ont commencé par dire que ce qu'avait fait Fabien Roussel [annoncer la fermeture sur FR3] n'était pas correct [la fermeture, si !]. J'ai répondu que Roussel n'avait fait que retirer le couteau qu'ils nous avaient planté dans le bide, que cela faisait des mois que nous demandions des réponses qu'ils ne nous donnaient pas, qu'ils laissaient le site dans l'inquiétude. Ils voulaient que les gens soient déjà résignés au « plan social » qu'ils voulaient imposer. Michelin a ensuite débatté ses arguments : concurrence chinoise, coût de l'énergie... Devant les éluEs politiques (qui généralement semblaient surpris du comportement de Michelin), ils ont essayé de faire passer le message que l'énergie était trop chère et que des aides seraient bienvenues... Quant à l'argument de la Chine, comme ils délocalisent la production en Pologne et en Italie, il ne tient pas. Les pneus ne reviendront pas en France moins chers. Cela leur permettra d'augmenter les marges, les profits des actionnaires, mais pas de lutter contre la concurrence. La direction de Michelin aura été indécente du début à la fin.

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org



Comment se passe l'intersyndicale ?

Richard. Lors de la réunion à la sous-préfecture, tous les éluEs syndicaux ont dit la même chose. Ils avaient vécu la même chose : quand on nous a annoncé la nouvelle, on nous a parqués dans un grand entrepôt, comme mille vaches qui rentrent dans un abattoir.

Pour nous annoncer la nouvelle, on nous a parqués dans un grand entrepôt, comme mille vaches qui rentrent dans un abattoir

On n'est pas ressortis morts, mais abattuEs. Là, on est en mode survie. Depuis mardi, on se croise, on échange, comme tous les salariéEs, on s'entend plutôt bien pour l'instant. Là, il n'est pas question d'élections professionnelles, mais de survie de l'usine. On ne peut pas se permettre de se prendre la tête entre nous.

Que penses-tu de l'affluence à cette manifestation ?

William. Je suis surpris : il y a beaucoup plus de monde aujourd'hui qu'hier et avant-hier, où nous n'étions que 200-250. Des camarades d'entreprises de Cholet nous ont rejoints.

Et de la venue du ministre sur place ?

William. J'arrivais quand le ministre repartait [sous les huées] mais je n'attends rien de lui et du gouvernement. Si Michelin a décidé de fermer, c'est que c'est acté. La direction prétend dans les médias que c'est à cause du coût de l'énergie et de la concurrence

chinoise mais — cela transparaît dès qu'on est en réunion avec la direction ou les managers de proximité — le premier « concurrent » de Michelin-Cholet, c'est Michelin-Olsztyn [en Pologne]. Michelin se fait elle-même sa propre concurrence. La production de Cholet va se répartir en Europe entre la Pologne et l'Italie [à Cuneo] où la main-d'œuvre est moins chère.

Le défaut d'investissement à Cholet est souvent évoqué, peux-tu en dire quelques mots ?

William. Les derniers investissements, qui ont coûté plusieurs millions d'euros, ont été faits fin 2021 et en 2023 pour deux machines Iris à base de caméras et d'IA, censées remplacer une partie de l'effectif du service de contrôle (un peu plus de la moitié sur 40). Mais c'était à nous, avec nos outils, avec ce qu'on sait et même avec nos doutes (comme c'est du caoutchouc, la matière est plus ou moins malléable), d'apprendre aux machines ce qu'elles doivent faire. Celles-ci n'ont pas eu le temps d'être finalisées, juste fiabilisées, et elles vont partir sur un autre site, polonais ou italien (à Cuneo, ils en ont déjà 5). Il est d'ailleurs prévu que le premier service à disparaître soit la fabrication, dans six mois. Il ne restera alors que les services administratifs et le mélange des gommés...

Que comptez-vous faire la semaine prochaine ?

William. Normalement, l'usine est censée redémarrer mardi. Mais les collègues avec qui j'ai parlé ont perdu toute motivation. Ils ont l'impression d'être pris pour des moins-que-rien. On leur promet une prime de 600 euros dont 400 pour la performance, mais comment être performant quand on sait qu'on sera jeté ? Moi j'ai passé 15 ans ici, mais d'autres en sont à 30, et en 15 minutes on leur dit « dans 6 mois, vous n'êtes plus là ».

Il y aura donc une poursuite de la grève ?

William. Mardi 11 et mercredi 12, c'est sûr. Mercredi 13 novembre, on monte à Clermont-Ferrand [pour le CSE central de Michelin, où la fermeture doit être officialisée]. Il n'y aura pas que Vannes et Cholet. Tous les sites vont converger là-bas.

Mercredi 13 novembre, on monte à Clermont-Ferrand. Tous les sites vont converger là-bas

Ici, on est déjà une bonne centaine à partir et il n'y aura pas que des Michelin, mais aussi des conjointEs, des enfants... Et des techniciens [supérieurs] qui ne font pas grève viennent également s'intégrer au mouvement.

Propos recueillis par JLG

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPA Lanticapitaliste](https://www.npa2009.org)
[Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.youtube.com/channel/UC1Lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

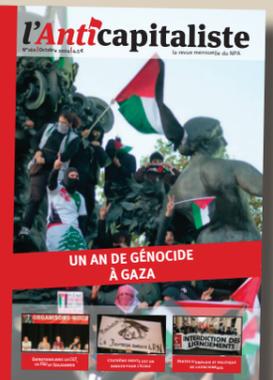
Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°160 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

